

CTR du 19 septembre 2013

Motions présentées par les syndicats CGT, CFDT et SUD

RSSI

1) Les élu-e-s du CTR demandent que l'Insee réinvestisse la problématique de la sécurité des systèmes d'information, tant sur le plan de la sécurité des données que sur celui de la sécurité des bâtiments, et qu'une politique cohérente soit menée dans ce domaine dans l'ensemble des établissements.

2) Les élu-e-s du CTR demandent la reconnaissance de la fonction de conseiller local de sécurité et la constitution d'un réseau de CLS disposant des formations et des moyens nécessaires à l'exercice de leur fonction.

3) Les élu-e-s du CTR demandent la mise en place d'un comité local de sécurité dans chaque établissement.

4) Les élu-e-s du CTR demandent la mise en place d'actions de sensibilisation et de formation régulières sur la sécurité des systèmes d'information à destination de l'ensemble des agents.

Sirhius

1) Les élu-e-s du CTR demandent l'abandon du rattachement du volet paie à Sirhius, et l'étude dès à présent d'une autre solution.

2) Les élu-e-s du CTR demandent le maintien d'une gestion de proximité dans les établissements, et notamment le retour de l'entière responsabilité de la gestion des temps et absences dans les services administratifs des établissements (SAR, CAR), permettant notamment de faire respecter les règlements locaux d'horaires variables.

3) Les élu-e-s du CTR demandent que les agents du CSRH en charge de la gestion administrative bénéficient du soutien et des moyens nécessaires à une gestion humaine, et notamment : connaissance approfondie du logiciel et des procédures ; possibilité de contacts téléphoniques et personnalisés avec les agents, amélioration de l'organisation permettant une harmonisation des réponses et la possibilité pour les agents de travailler dans des conditions sereines et non pas sous la pression.

Concours, mobilités

1) Les élu-e-s du CTR demandent une réelle politique de qualification et de valorisation des carrières de l'ensemble des agents de l'institut, avec l'augmentation des taux de promotions dans tous les corps et grades, un plan massif de qualification de C en B, la mise en place immédiate du concours interne spécial de B en A, et une implication réelle de l'Insee dans les réflexions sur les recrutements et la formation des cadres A désormais traitées par le Genes.

2) Les élu-e-s du CTR demandent que l'utilisation de l'outil GMC3 pour les campagnes de mobilité 2014 soit faite en parallèle avec l'ancien dispositif, afin d'assurer le bon déroulement de ces campagnes.

3) Les élu-e-s du CTR demandent que l'ensemble des élu-e-s en CAP bénéficient d'une formation à l'outil GMC3 avant la tenue des premières CAP de mobilité, et disposent du matériel adapté à cette nouvelle procédure.

Budget

Les élu-e-s du CTR demandent que la procédure d'indemnisation forfaitaire des repas sur simple déclaration de l'agent soit appliquée à l'ensemble des agents de l'INSEE (enquêteurs, superviseurs, autres agents en mission...).

Suites du CTR du 11 juillet

Suite au CTR du 11 juillet, la direction a annoncé aux agents qu'elle était « déterminée à conforter l'implantation de l'Insee dans chaque région ». Les élu-e-s du CTR demandent que cet engagement se traduise dans des décisions immédiates, comme l'arrêt des suppressions d'emplois et le lancement d'un nouveau projet stratégique permettant le maintien de travaux valorisants, diversifiés, innovants et de qualité dans l'ensemble des sites de l'institut.